

Textes choisis et présentés par
ENZO TRAVERSO

Le Totalitarisme

le XX^e siècle en débat



Table

<i>Avant-propos</i>	5
-------------------------------	---

Introduction

Le totalitarisme. Jalons pour l'histoire d'un débat

De la « guerre totale » au totalitarisme	9
De Rome à Berlin : les origines du mot	19
De Paris à New York : antifascistes et exilés	29
Les totalitarismes et la Seconde Guerre mondiale	35
Antifascisme et antitotalitarisme : les limites d'un engagement	45
Antitotalitarisme et anticommunisme : la guerre froide	51
Origines, fonction et idéologie : quelques interprétations classiques	60
De Berkeley à Berlin : l'éclipse du « totalitarisme »	71
Totalitarisme et « socialisme réellement existant »	76
Retour à Paris	81
Après 1989 : une résurrection suspecte	87
Nazisme et stalinisme. Le concept de totalitarisme à l'épreuve de la comparaison historique	92
Conclusion : un garde-fou de la pensée	105

I. Le fascisme et la « révolution conservatrice »

Ernst Jünger, <i>La Mobilisation totale</i> (1930)	111
Giovanni Gentile, Benito Mussolini, <i>La Doctrine du fascisme</i> (1932)	122

Carl Schmitt, <i>Évolution de l'État total en Allemagne</i> (1933)	137
Ernst Forsthoff, <i>L'État total</i> (1933)	146

II. La critique libérale du totalitarisme dans les années trente

José Ortega y Gasset, <i>Le plus grand danger : l'État</i> (1930)	151
Hans Kohn, <i>La dictature communiste et la dictature fasciste : une étude comparative</i> (1935)	155
Élie Halévy, <i>L'Ère des tyrannies</i> (1936)	171
Bernard Lavergne, <i>Le totalitarisme ou la régression de l'Europe</i> (1937)	175
Raymond Aron, <i>États démocratiques et États totalitaires</i> (1939)	184

III. L'antitotalitarisme chrétien

Paul Tillich, <i>L'idée d'État total</i> (1934)	203
Luigi Sturzo, <i>L'État totalitaire</i> (1936-1938)	216
Jacques Maritain, <i>Totalitarismes fascistes et totalitarisme communiste</i> (1936)	234

IV. L'antitotalitarisme des exilés

Gaetano Salvemini, <i>Pour la liberté de l'esprit</i> (1935)	245
Nicola Chiaromonte, <i>Sur le fascisme</i> (1936)	249
Manès Sperber, <i>Analyse de la tyrannie</i> (1937)	260

V. L'antitotalitarisme des marxistes

Antonio Gramsci, <i>Sur l'État totalitaire</i> (1932)	275
Victor Serge, <i>Lettre sur le totalitarisme stalinien</i> (1933)	278

Herbert Marcuse, <i>La lutte contre le libéralisme dans la conception totalitaire de l'État</i> (1934)	282
Daniel Guérin, <i>Fascisme et grand capital</i> (1936)	303

VI. Approches du totalitarisme pendant la guerre

Léon Trotski, <i>L'URSS dans la guerre</i> (1939)	315
Carlton J. H. Hayes, <i>La nouveauté du totalitarisme dans l'histoire de la civilisation occidentale</i> (1939)	323
Hans Kohn, <i>La philosophie totalitaire de la guerre</i> (1939)	337
Franz Borkenau, <i>L'Ennemi totalitaire</i> (1940)	353
Rudolf Hilferding, <i>Capitalisme d'État ou économie d'État totalitaire</i> (1940)	374
George Orwell, <i>Littérature et totalitarisme</i> (1941)	384
James Burnham, <i>La Révolution des organisateurs</i> (1941)	389
Franz Neumann, <i>Béhémoth</i> (1942)	400
Friedrich A. von Hayek, <i>La Route de la servitude</i> (1943)	406
Victor Serge, <i>Socialisme et totalitarisme</i> (1945)	422

VII. L'apogée du débat : la guerre froide

Benedetto Croce, <i>La Cité du Dieu athée</i> (1949)	431
Eric Voegelin, <i>Les Origines du totalitarisme</i> (1953)	436
Waldemar Gurian, <i>Le Totalitarisme en tant que religion politique</i> (1953)	448
Karl Jaspers, <i>La lutte contre le totalitarisme</i> (1954)	460
Carl J. Friedrich, Zbigniew Brzezinski, <i>Les Caractéristiques générales de la dictature totalitaire</i> (1956)	472
Raymond Aron, <i>Démocratie et totalitarisme</i> (1965)	488

VIII. L'antitotalitarisme de gauche de la guerre froide à Mai 68

Hannah Arendt, <i>Idéologie et terreur</i> (1953)	503
Franz Neumann, <i>Notes sur la théorie de la dictature</i> (1954)	533

Isaac Deutscher, <i>1984 ou le mysticisme de la cruauté</i> (1954)	548
Benjamin R. Barber, Herbert J. Spiro, <i>Usages contre-idéologiques du « totalitarisme »</i> (1967)	563

IX. La recherche des précurseurs idéologiques

Karl Popper, <i>La Société ouverte et ses ennemis</i> (1945)	591
Ernst Cassirer, <i>Le Mythe de l'État</i> (1946)	596
Jacob L. Talmon, <i>Les Origines de la démocratie totalitaire</i> (1952)	600
Isaiah Berlin, <i>Joseph de Maistre et les origines du totalitarisme</i> (1960)	610
Domenico Losurdo, <i>Marx et les origines du totalitarisme</i> (1991)	623

X. Totalitarisme et « socialisme réellement existant »

Václav Havel, <i>Histoires et totalitarisme</i> (1978)	633
Alexandre Zinoviev, <i>Communisme et totalitarisme</i> (1981)	654
Leszek Kolakowski, <i>Le totalitarisme et le mensonge</i> (1983)	657
Agnès Heller, <i>Le totalitarisme en 1984</i> (1984)	673
Michel Heller, <i>Le totalitarisme</i> (1985)	693

XI. Renouveau du débat en France

Bernard-Henri Lévy, <i>Figures du totalitarisme</i> (1977)	705
Claude Lefort, <i>La logique totalitaire</i> (1980)	710
Cornelius Castoriadis, <i>Les destinées du totalitarisme</i> (1981)	731
Miguel Abensour, <i>D'une mésinterprétation du totalitarisme et de ses effets</i> (1996)	748
Tzvetan Todorov, <i>Le totalitarisme, encore une fois</i> (1997)	779

XII. Le débat historiographique

Saul Friedländer, <i>Le nazisme : fascisme ou totalitarisme ?</i> (1985)	801
Jürgen Kocka, <i>Totalitarisme et fascisme : contre une fausse guerre des concepts</i> (1985)	811
Enzo Collotti, <i>L'État totalitaire</i> (1985)	818
Ian Kershaw, <i>Retour sur le totalitarisme. Le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative</i> (1994)	845
François Furet, <i>Les Différents aspects du concept de totalitarisme</i> (1996)	872
Nicolas Werth, <i>Totalitarisme ou révisionnisme ? L'histoire soviétique, une histoire en chantier</i> (1996) . . .	878
<i>Bibliographie essentielle</i>	897
<i>Index des noms</i>	910

V. L'antitotalitarisme des marxistes

Antonio Gramsci
Sur l'État totalitaire (1932)

Les deux fragments qui suivent sont tirés des Cahiers de prison du philosophe marxiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), rédigés au début des années trente et publiés à titre posthume après la guerre. Arrêté en 1926, lorsqu'il était secrétaire du Parti communiste italien (et venait d'être élu au Parlement), puis condamné à vingt ans de réclusion et enfermé à la prison de Turi, près de Bari, Gramsci était largement coupé des débats intellectuels et politiques des années trente. Sans jamais y occuper une place centrale, l'adjectif « totalitaire » apparaît à plusieurs reprises dans les Cahiers, dans une acception qui renvoie – comme chez la plupart des philosophes marxistes de l'époque, à commencer par Lukács¹ – à l'idée hégélienne de « totalité ». D'une manière générale, ce mot n'est pas pour lui un synonyme de despotisme, tyrannie, absolutisme ou statolâtrie, selon la signification qu'il commençait à prendre dans la littérature antifasciste italienne en exil. Pour Gramsci, le prolétariat a une vocation « totalitaire » – au même titre que la bourgeoisie conquérante, entre la Renaissance et le XIX^e siècle – en tant que classe sociale capable, d'une part, de développer une vision du monde globale et « autonome » et, d'autre part, d'imposer son « hégémonie » sur l'ensemble de la société².

Les deux fragments ici sélectionnés sont les seuls où le concept d'État totalitaire est employé par référence à l'histoire du XX^e siècle et, implicitement, au régime fasciste italien. Notam-

1. Martin Jay, *Marxism and Totality. The Adventures of a Concept from Lukács to Habermas*, University of California Press, Berkeley, 1984.

2. La réflexion gramscienne sur le totalitarisme a été ignorée par quasiment tous les critiques (ils se comptent par milliers) de son œuvre. L'exception la plus notable est celle de Massimo L. Salvadori, *Gramsci e il problema storico della democrazia*, Einaudi, Turin, 1977, p. 269-273. Pour une bonne synthèse, en langue française, de la conception gramscienne de l'État, cf. Perry Anderson, *Sur Gramsci*, Maspero, Paris, 1978.

ment le second (Cahier 25, daté de 1934) réélabore un texte dont une première version, antérieure de quatre ans, ne contenait aucune allusion au totalitarisme³. Gramsci désignait désormais l'État totalitaire comme une « dictature moderne » essayant d'« incorporer » les différentes composantes de la société (économiques, culturelles, politiques) traditionnellement « autonomes ». Cela témoigne d'une réflexion sur la conception fasciste du totalitarisme. Il faut souligner cependant que pour Gramsci le caractère totalitaire du fascisme ne faisait qu'exprimer une tendance plus générale de l'État dans le monde capitaliste moderne.

Cahier 13 (1932-1934)

Suite du « Nouveau Prince ». On a dit⁴ qu'à l'époque moderne, le protagoniste du Nouveau Prince ne pourrait pas être un héros personnel, mais le parti politique, c'est-à-dire dans chaque cas et selon les différents rapports intérieurs des diverses nations, ce parti déterminé qui se propose (et qui est rationnellement et historiquement fondé en vue de cette fin) de fonder un nouveau type d'État. Il faut remarquer que, dans les régimes qui se proclament totalitaires, la fonction traditionnelle de l'institution de la couronne est en réalité remplie par le parti déterminé, dont le caractère totalitaire tient même à ce qu'il remplit cette fonction. Bien que tout parti soit l'expression d'un groupe social, et d'un seul groupe social, il arrive que, dans certaines conditions données, certains partis représentent un seul groupe social du fait même qu'ils exercent une fonction d'équilibre et d'arbitrage entre les intérêts de ce groupe et les autres groupes, et font en sorte que le développement du groupe qu'ils représentent s'effectue avec le consentement et avec l'aide des groupes alliés, quand ce n'est pas tout bonnement avec ceux des groupes franchement opposés. La formule constitutionnelle du roi ou du président de la République qui « règne mais ne gouverne pas »

3. A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, Valentino Gerratana (éd.), Einaudi, Turin, 1975, vol. I (Cahier 3, XX, § 18), p. 303 ; vol. III (Cahier 25, XXIII, § 4), p. 2287.

4. Cf. § 1 des *Cahiers de prison* (« Notes sur Machiavel »).

est la formule juridique qui exprime cette fonction d'arbitrage ; la préoccupation des partis constitutionnels de ne pas « découvrir » la couronne ou le président, les formules touchant la non-responsabilité du chef de l'État, mais en affirmant la responsabilité ministérielle en ce qui concerne les actes gouvernementaux constituent la casuistique du principe général qui préside à la conception de l'unité de l'État et du consentement des gouvernés à l'action de l'État, quel que soit le personnel de gouvernement en place et quel que soit son parti.

Avec le parti totalitaire, ces formules perdent de leur signification et, partant, les institutions qui fonctionnaient suivant ces formules voient leur importance diminuer ; mais la fonction elle-même est prise en charge par le parti, qui exaltera le concept abstrait d'« État » et cherchera de diverses façons à donner l'impression que la fonction « de force impartiale » est active et efficace.

Cahier 25 (1934)

[...] Il faut tenir compte d'un autre critère de recherche pour rendre évidents les dangers qui résident dans la méthode de l'analogie historique comme critère d'interprétation : dans l'État antique ou médiéval, la centralisation, tant politico-territoriale que sociale (et l'un n'est après tout qu'en fonction de l'autre), était minime. L'État était, en un sens, un bloc mécanique de groupes sociaux et souvent de races différentes : à l'intérieur de la pression politico-militaire qui ne s'exerçait de façon aiguë qu'à certains moments, les groupes subalternes avaient une vie propre à eux, leurs propres institutions, etc., et parfois ces institutions avaient des fonctions dans l'État qui faisaient de celui-ci une fédération de groupes sociaux avec des fonctions différentes non subordonnées, ce qui, dans les périodes de crise, donnait une évidence extrême au problème du « double gouvernement ». Le seul groupe interdit de toute vie propre, collective et organisée, était celui des esclaves (et des prolétaires non esclaves) dans le monde classique et celui des prolétaires, des serfs de la glèbe et des colons dans le monde médiéval. Toutefois, si, par de nombreux aspects, esclaves de l'Antiquité et prolétaires du Moyen Âge se trouvaient dans les mêmes conditions, leur situation n'était pas identique : la tentative des Ciompi ne produisit

certes pas l'impression qu'aurait produite une tentative semblable des esclaves de l'Antiquité (Spartacus qui demande à faire partie du gouvernement en collaboration avec la plèbe, etc.)⁵. Tandis qu'au Moyen Âge, une alliance entre prolétaires et bourgeoisie était possible et, plus encore, l'appui des prolétaires à la dictature d'un prince, rien de semblable dans le monde antique pour les esclaves. L'État moderne substitue au bloc mécanique des groupes sociaux leur subordination à l'hégémonie active du groupe dirigeant et dominant, il abolit donc certaines autonomies, qui renaissent cependant sous d'autres formes, partis, syndicats, associations culturelles. Les dictatures contemporaines abolissent légalement même ces formes nouvelles d'autonomie et s'efforcent de les incorporer à l'activité de l'État : la centralisation légale de toute la vie nationale dans les mains du groupe dominant devient « totalitaire⁶ ».

[Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, éd. Robert Paris, © Éditions Gallimard, Paris, 1978, 1991, extraits du cahier 13, traduit de l'italien par Nino Negri, p. 398-399, et du cahier 25, traduit de l'italien par Pierre Laroche, p. 311-312.]

Victor Serge

Lettre sur le totalitarisme stalinien (1933)

Écrivain belge d'origine russe, Victor Serge (1890-1947) fut l'animateur des petits cercles de la bohème anarchiste en Bel-

5. Les *Ciampi*, cardeurs de laine ou foulons, regroupaient à Florence les salariés et les travailleurs les plus humbles, ceux-là mêmes qui, n'appartenant à aucun « art » (« métier », « corporation »), se trouvaient sans défense et privés de tout droit politique. Ils se soulevèrent le 20 juillet 1378 et imposèrent aux « magnats » de Florence la reconnaissance de leur « art » et l'accession d'un des leurs, Michele di Lando, au grade de « gonfalonier de justice ». Mais ils furent défaits le 31 août suivant (*N.d.T.*).

6. [Dans la première version de ce texte datant de 1930 (*Cahier 3, XX*), § 16 et 18, Gramsci écrivait : « La centralisation de toute la vie nationale dans les mains de la classe dominante devient frénétique et absorbante. » L'adjectif « totalitaire » est donc introduit dans la réélaboration de 1934.]

Le Totalitarisme

S'il y a un débat qui marque la culture de ce tournant du siècle, c'est bien celui du totalitarisme. Mais, au-delà de ses « usages de combat » et de ses ambiguïtés, que signifie ce mot qui désigne à la fois un *fait* (les régimes totalitaires), un *concept* (l'État totalitaire comme forme nouvelle de pouvoir), et une *théorie* (un modèle de domination) ?

Cette anthologie, recueil de textes souvent inédits en français, ne reconstruit pas l'histoire événementielle des régimes totalitaires, mais rétablit le parcours d'un concept et de théories. À travers plusieurs champs idéologiques, c'est une multitude de voix hétérogènes, voire antagoniques, qui s'exprime : fascistes et démocrates, chrétiens et marxistes, révolutionnaires et conservateurs. Riche de ses dimensions historiques et politiques, philosophiques et littéraires, ce débat nous donne quelques clefs pour comprendre le xx^e siècle.

Si la pertinence analytique et descriptive du concept de totalitarisme n'a jamais cessé de susciter questionnements et critiques, ne doit-on pas néanmoins le conserver comme un indispensable garde-fou pour la pensée ?

Enzo Traverso

Maître de conférences en sciences politiques à l'université Jules-Verne de Picardie. Son travail porte essentiellement sur l'histoire intellectuelle et politique du xx^e siècle en Europe.

ANTHROPOLOGIE
ART
COMMUNICATION
DROIT
HISTOIRE DES IDÉES
LITTRES
LINGUISTIQUE
PHILOSOPHIE
POÉTIQUE
POLITIQUE
PSYCHANALYSE
PSYCHOLOGIE
PSYCHOTHÉRAPIE
SCIENCE POLITIQUE
SCIENCES DE L'HOMME
SÉMIOLOGIE
SOCIÉTÉ
SOCIOLOGIE
TÉMOIGNAGES
URBANISME

fph Fondation
Charles
Léopold
Mayer
pour le progrès de l'Homme



9 782020 378574

www.seuil.com

Illustration Gian Paolo Pagni

Seuil, 27 r. Jacob, Paris 6

ISBN 2.02.037857.4 / Imp. en France 1.2001

cat. 23